

FEVRIER 2023

Consultation ARCEP - Modalités
Tarifaires des Raccordements
Finals
SMOTHD

Table des matières

1	INTRODUCTION	2
2	REALISER TOUS LES RACCORDEMENTS FINALS	2
2.1	PERMETTRE LA REALISATION DES RACCORDEMENTS « NON-STANDARDS » EN MODE OI AU CAS PAR CAS	2
2.2	RESPONSABILITE DE LA REALISATION DES INFRASTRUCTURES D’ACCUEIL MANQUANTES POUR LES RACCORDEMENTS FINALS EN DOMAINE PUBLIC EN DEHORS DES ZONES TRES DENSES	3
2.3	NOUVEAU SERVICE UNIVERSEL.....	4
3	REALISER DES RACCORDEMENT FINALS DE QUALITE.....	4
3.1	LES ACTIONS EN COURS SUR LA QUALITE DE L’EXPLOITATION	4
3.2	L’ENJEU DE LA REMUNERATION	4
3.3	CONCERNANT LES RACCORDEMENTS DE PLUS DE 150M LINEAIRES.....	5

1 Introduction

Dans le cadre des différents chantiers menés par l'ARCEP autour des problématiques des raccordements finals, cette dernière a réalisé une synthèse des travaux sur les modalités tarifaires des raccordements finals des réseaux de fibre optique jusqu'à l'abonné. Par conséquent, l'Autorité de Régulation souhaite recueillir l'avis des différents acteurs du secteur à travers une consultation publique. Le Syndicat Mixte Oise Très Haut Débit (SMOTHD) souhaite, à travers le document ici présent, donner son avis sur les différents points évoqués par l'ARCEP dans le cadre cette consultation.

Ce document a pour objectif de commenter les deux premières parties de la synthèse de l'ARCEP :

- Réaliser tous les raccordements finals
- Réaliser des raccordements finals de qualité

En effet, la troisième partie ne concerne que les zones d'initiative privée qui ne sont pas de la responsabilité de la Collectivité.

2 Réaliser tous les raccordements finals

2.1 Permettre la réalisation des raccordements « non-standards » en mode OI au cas par cas

Le SMOTHD n'est pas opposé à permettre la réalisation des raccordements finals « non-standards » en mode OI au cas par cas. Cependant, il souhaite faire remarquer que pour l'instant aucun opérateur n'a demandé la réalisation d'un quelconque raccordement en mode OI sur le réseau oisien.

Toutefois, le Syndicat, à travers son Délégué, est déjà intervenu de manière marginale (une vingtaine de cas) pour déboucher des fourreaux suite à des échecs au raccordement afin de permettre à l'opérateur commercial de réaliser son raccordement final. Ce cas de figure peut se rapporter à l'« offre intermédiaire » que propose l'ARCEP :

« En complément du mode OI, les OI pourraient prévoir des offres intermédiaires auxquelles l'OC peut souscrire - au moment de la commande d'accès ou après un échec de raccordement - permettant que :

- l'OI réalise lui-même le génie-civil manquant et/ou une partie du raccordement long afin de réduire le raccordement à une longueur permettant de réaliser le raccordement avec le matériel standard des techniciens raccordeurs (notamment un unique touret de câble) ;
- l'OC finalise ensuite le raccordement en mode STOC en utilisant les infrastructures (génie-civil, longueur de câble) réalisées par l'OI.

Ces alternatives pourront utilement être expérimentées par les opérateurs et faire l'objet d'échanges en groupe de travail multilatéral. »

Toutefois, dans le cas du SMOTHD, ce dernier n'a pas été rémunéré pour effectuer ce type de prestation.

2.2 Responsabilité de la réalisation des infrastructures d'accueil manquantes pour les raccordements finals en domaine public en dehors des zones très denses

Le document de l'ARCEP indique :

« Dans les zones où Orange est le propriétaire ou le gestionnaire des infrastructures de génie-civil, ce dernier a l'obligation de fournir des processus de désaturation et de rénovation de ces infrastructures au titre de la décision d'analyse de marché n°2020-1445, et de permettre la mise en oeuvre de ces opérations par les opérateurs d'infrastructure tiers s'ils en font la demande ».

Or le SMOTHD a plusieurs fois été confronté à des cas où les fourreaux télécoms actuels situés entre le PBO et la limite de la zone privée étaient bouchés. Ces fourreaux appartenant théoriquement à Orange, le SMOTHD, en accord avec le texte cité précédemment, a fait la demande auprès de l'opérateur pour qu'il puisse réparer ses fourreaux. Malheureusement, chaque demande s'est conclue par un refus de l'opérateur. Il semblerait qu'en pratique Orange ne se considère pas comme responsable de ces « trois derniers mètres » de fourreaux situés sur le domaine public, au droit de la zone privée, pour des logements anciens. **Que préconise l'Autorité de Régulation pour le déblocage de cette situation ?**

Dans le cas particulier des constructions neuves, les obligations du bénéficiaire de l'autorisation de construire s'étendent au droit du terrain pour la création du génie civil d'adduction aux réseaux de télécommunications, en tant qu'équipement propre. Ainsi, si celui-ci doit prévoir au budget et réaliser la « viabilisation télécom » de sa parcelle, il faut qu'il soit informé du positionnement du réseau de l'OI ; ceci afin d'éviter une situation où les travaux qu'il réaliserait ne soient pas conformes avec le positionnement prévu des équipements passifs de l'OI et ce afin de limiter les coûts globaux. A cette fin, le SMOTHD a produit un document de type Foire Aux Questions (FAQ) qu'il a transmis à ses adhérents. Ces derniers ont pour objectif de transmettre ces documents aux porteurs de projets de construction neuves. Le SMOTHD travaille également sur un projet de flyer « La Fibre en 5 Etapes » qui a pour vocation d'être un guide pratique. D'autre part, les adhérents du SMOTHD disposent d'un accès au SIG du réseau, ils sont donc en mesure d'indiquer aux porteurs de projet la localisation des infrastructures les plus proches.

Une interrogation se pose cependant concernant la création de nouvelles zones. En effet, certaines peuvent se trouver à plusieurs kilomètres du réseau existant, ce qui reviendrait à une distance au droit du terrain longue de plusieurs centaines de mètres et donc des investissements conséquents pour l'opérateur d'infrastructure. Récemment, une commune adhérente du Syndicat a dû financer les adductions d'une entreprise privée suite à la construction d'un méthaniseur situé à une certaine distance des infrastructures les plus proches. **Quelles sont les recommandations de l'ARCEP dans ce cas précis ?**

Une autre interrogation se pose sur la maîtrise de la qualité de la réalisation de ces infrastructures d'accueil de raccordement par une personne tiers sur le domaine public. Le

SMOTHD aimerait avoir la possibilité d'imposer une société labellisée pour ce type de travaux ou de mettre en place un marché unique où le Syndicat assurerait ces travaux.

D'autre part, le SMOTHD s'interroge sur la maintenance de ces infrastructures d'accueil construit par le particulier mais se trouvant sur le domaine public. **Ne pourrait-on pas prévoir une rétrocession de ces infrastructures à titre gratuit au SMOTHD qui en échange assure l'entretien et l'exploitation de ces derniers ?**

D'autre part, l'ARCEP dans sa synthèse précise que :

« Les coûts encourus par l'opérateur d'infrastructure pour la réparation ou la création des infrastructures d'accueil du raccordement final pourront être pris en compte pour la construction des tarifs d'accès au réseau FttH, dans le respect des principes de non-discrimination, d'objectivité, de pertinence et d'efficacité des investissements »

Il se trouve que le SMOTHD a effectué ce type d'investissement pour les raccordements longs lors de ses travaux de Premier Etablissement de Réseau (PER). **Peut-il recouvrer ces coûts de création en les intégrant a posteriori dans les tarifs PM-PBO ?**

2.3 Nouveau service universel

Le SMOTHD s'interroge sur la réalisation et le financement des raccordements finals dans le cadre du nouveau service universel. **Est-ce que l'ARCEP peut se prononcer là-dessus ?**

3 Réaliser des raccordement finals de qualité

3.1 Les actions en cours sur la qualité de l'exploitation

Le SMOTHD n'a pas de remarque particulière sur ce sujet.

3.2 L'enjeu de la rémunération

Pour information, le SMOTHD a fait l'exercice de calculer le prix moyen de raccordement final à partir des tarifs recommandés par l'ARCEP et de son fichier IPE qui indique le type de raccordement.

Pour les raccordements qui empruntent plusieurs type d'infrastructures, nous avons pris l'hypothèse la plus conservatrice.

	PALIER	SOUTERRAIN	FACADE	AERIEN	TOTAL
Nombre de prises	4 059	94 629	6 846	115 082	220 616
Cout intervention unitaire	138 €	293 €	358 €	422 €	/
Charges unitaires	42 €	65 €	79 €	86 €	/
Total	730 620 €	33 877 182 €	2 991 702 €	58 461 656 €	96 061 160 €
Moyenne	180 €	385 €	437 €	508 €	435 €

Le calcul donne un coût moyen au raccordement de **435 € par prise**.

3.3 Concernant les raccordements de plus de 150m linéaires

Le SMOTHD n'a pas de remarque particulière sur ce sujet.